

« Méditerranée, cas d'école de la criminalisation de la migration : regards croisés franco-tuniso-libyens sur les enjeux migratoires en Méditerranée et la situation en Libye »

Mercredi 8 novembre 2017

Horaire : 18h30 20h30

Lieu : Marseille

AAJT- 3 rue Palestro (M° St Charles)

En partenariat avec :



Dans le contexte des politiques de remise en cause des principes de libre circulation et d'accueil des réfugiés en Europe, d'externalisation des politiques migratoires européennes à des "pays tiers sûrs", de guerre civile en Libye et plus largement de conflits dans le Sahara, la route migratoire de la Méditerranée centrale est devenue ces dernières années la plus meurtrière du monde. Elle pose aujourd'hui des défis humains, politiques et économiques à tous les pays de la région. Les acteurs humanitaires de la société civile et, de manière générale les citoyens engagés dans la solidarité, se trouvent aux prises à des situations dramatiques, sur terre comme en mer. Pensées comme des solutions aux enjeux humains de notre temps par les individus qui s'y engagent, ces actions humanitaires sont pointées du doigt comme des causes d'un "appel d'air" fantasmé et instrumentalisé. Ils sont de plus confrontés à des extrémismes violents et à des sociétés où les crispations et la peur se répandent. La criminalisation de la migration, tendance de fond des 40 dernières années en Europe, s'est ainsi progressivement étendue à l'humanitaire et à la solidarité.

Face à ces menaces de remise en cause des conventions internationales sur les droits humains, quel plaidoyer est-il aujourd'hui possible ? Quelles alliances et quelles coalitions d'acteurs peuvent être envisagées pour construire une action collective citoyenne d'influence sur les opinions et les politiques publiques des deux côtés de la Méditerranée ? Quels leviers juridiques et politiques peuvent-ils encore être utilisés lorsque les lois votées restreignent les libertés publiques ? Quelle stratégie collective pour construire des alternatives aux extrémismes violents ?

Ces débats s'appuieront sur quatre interventions spécifiques et complémentaires, issues des sociétés civiles tunisiennes, libyennes et françaises et de la recherche en Sciences Humaines.

Intervenants :

- **Jean-Yves ABECASSIS**

Bénévole de **SOS MEDITERRANEE**, depuis 2015, membre du conseil d'administration et du bureau, responsable de la sensibilisation.

Son intervention portera sur les thèmes suivants :

La Mer Méditerranée devenue la route migratoire le plus meurtrière au monde, le témoignage de l'action humanitaire du sauvetage en mer. Quelle peut-être l'efficacité d'une telle action humanitaire dans un contexte d'externalisation de la gestion des frontières en Méditerranée, de chaos en Libye et de criminalisation des actions humanitaire ? L'appui sur le droit maritime, sur les témoignages des rescapés et sur le mouvement citoyen international pour continuer à sauver des vies et promouvoir les droits et la dignité de tous.

Présentation de SOS MEDITERRANEE :

Fondée en 2015 par un groupe de citoyens européens, cette association a affrété un bateau, *l'Aquarius*, pour agir face aux naufrages en mer Méditerranée. En dix-neuf mois d'opérations de sauvetage, dans les eaux internationales, au large des côtes libyennes, il a recueilli à son bord près de 24 000 personnes. Son réseau européen est présent en France, Allemagne, Italie, Suisse. Son partenaire médical est Médecins Sans Frontières.

- **Jamel MSALEM**

Président de la **Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme** (LTDH)

Son intervention portera sur les thèmes suivants :

Le travail réalisé sur le terrain dans l'accompagnement juridique des familles de disparus en mer notamment et les messages politiques que la TDH peut construire à partir de ces situations. Quels sont les enjeux de la circulation en Méditerranée du point de vue de la nouvelle société démocratique tunisienne ?

Présentation de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme :

Association fondée en 1976 et visant à l'observation et la défense des droits de l'homme en Tunisie, elle a connu un véritable renouveau démocratique après la révolution de 2011. Elle est l'une des composantes du quartet du dialogue national qui obtient le prix Nobel de la paix 2015 pour son succès dans la mission qui a abouti à la tenue des élections présidentielles et législatives ainsi qu'à la ratification de la nouvelle Constitution en 2014

- **Camille CASSARINI**

Doctorant en Géographie à l'**Université d'Aix-Marseille** et rattaché au **Laboratoire Population Environnement et Développement (LPED)**, composante de l'IRD. Ses recherches portent sur l'étude des migrations africaines en Tunisie et sur le système d'assistance aux migrants.

Sa communication proposera une réflexion théorique sur le positionnement des différents acteurs de la gestion migratoire (Etat, ONG, OIG, associations, églises) par rapport aux réalités de la situation des migrants en Tunisie. Plus globalement, il s'agira de mettre en perspective cette réalité « nationale » avec l'ensemble des enjeux géopolitiques propres à la question migratoire en méditerranée, et de clarifier l'impact de ce système sur les circulations migratoires.

- **Ramadan ALAMAMI**

Procureur et assistant de programme au Cairo Institute for Human Rights Studies. Libyen engagé dans la société civile, il est actif au sein de plusieurs associations, notamment l'association des « Jeunes pour Tawarga ».

Son intervention portera sur la situation actuelle des défenseurs des droits de l'homme dans le contexte politique chaotique de la Libye.



PCPA Soyons Actifs/Actives
لنكن فاعلين/فاعلات PCPA

Le programme Soyons Actifs/Actives est un programme concerté pluri-acteurs qui vise **la réduction des inégalités et l'accès aux droits**. Il réunit **70 organisations de la société civile tunisienne et française** (associations, syndicats, coopératives), **ainsi que des collectivités territoriales et pouvoirs publics des deux rives**. Il agit dans trois domaines clefs pour la réduction des inégalités : **l'éducation, l'insertion socioprofessionnelle et la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) et la démocratie participative**.

Plus d'informations sur : www.actives-actifs.org



Le REF - Réseau Euromed France est une plateforme qui rassemble 41 organisations de la société civile française, engagées en Méditerranée. Le REF entend être un lieu d'action et de réflexion des acteurs de la société civile française impliqués dans le bassin méditerranéen. A travers l'action de ses membres, le REF couvre une série de thématiques : migrations, accès au droit, égalité hommes-femmes, citoyenneté, art et culture, environnement, médias.

www.euromed-france.org